

NATIONS UNIES

# Assemblée générale

CINQUANTIÈME SESSION

*Documents officiels*

Cinquième Commission  
18e séance  
tenue le  
jeudi 2 novembre 1995  
à 15 heures  
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 18e SÉANCE

Président : M. VILCHEZ ASHER (Nicaragua)

puis : M. AMARI (Tunisie)  
(Vice-Président)

Président du Comité consultatif pour les questions  
administratives et budgétaires : M. MSELLE

## SOMMAIRE

POINT 116 DE L'ORDRE DU JOUR : PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE  
BIENNAL 1996-1997 (suite)

Première lecture (suite)

Chapitre 18. Commission économique pour l'Amérique latine et les  
Caraïbes

Chapitre 19. Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale

Chapitre 20. Programme ordinaire de coopération technique

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0794, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE  
A/C.5/50/SR.18  
29 juillet 1996  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ESPAGNOL

95-81970 (F)

/...

La séance est ouverte à 15 h 20.

POINT 116 DE L'ORDRE DU JOUR : PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL 1996-1997 (suite) (A/50/6 (vol.I et II), A/50/7 et A/50/16)

Première lecture (suite)

Chapitre 18. Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes

Chapitre 19. Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale

Chapitre 20. Programme ordinaire de coopération technique

Chapitre 18. Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes

1. Mme MONTAÑO-DURAN (Bolivie), prenant la parole au nom du Groupe d'Etats de l'Amérique latine et des Caraïbes, souligne l'importance que ces Etats attachent à la CEPALC pour ses efforts de promotion du développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes et pour sa louable contribution aux processus de réforme de l'économie des pays de la région. Les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes appartiennent à la catégorie des pays à revenu faible ou moyen, raison pour laquelle il est essentiel de renforcer l'institution régionale qui favorise l'évolution des économies régionales.

2. Le Groupe considère que le pourcentage affecté à la rémunération du personnel qualifié de la CEPALC se justifie pleinement car, en cette époque où une grande valeur est attachée au travail intellectuel créatif, le travail d'analyse et de prospective qu'effectue la CEPALC est positif et les informations qu'elle traite sont utiles.

3. Le Groupe souhaite exprimer sa préoccupation devant la réduction des ressources extra-budgétaires reçues par toutes les commissions régionales et, à cet égard, il appuie la recommandation formulée par le Comité consultatif au paragraphe V.10 de son rapport. La CEPALC a réussi à faire d'importantes économies moyennant, entre autres choses, des négociations efficaces en ce qui concerne la location de locaux et a augmenté sa productivité en recourant aux techniques nouvelles, mais cela ne doit pas entraîner une diminution des ressources qui lui sont affectées : il faudrait au contraire réaffecter des ressources à d'autres activités dont le financement est insuffisant.

4. Le Groupe regrette que l'on n'ait pas inclus un poste supplémentaire à la classe P-4, au titre des questions liées au contrôle des drogues, et il demande que l'on octroie les ressources nécessaires à cette fin. Par ailleurs, il accueille avec satisfaction la création d'un poste de la classe P-4 pour les activités de suivi de la Conférence mondiale sur le développement durable des petits Etats insulaires en développement. Il est important, à son avis, d'affecter des ressources supplémentaires au siège sous-régional pour les Caraïbes à Port-of-Spain. Il convient de noter en outre que la CEPALC est la seule commission régionale dont les installations de conférence sont limitées, ce qui devrait être pris en compte lorsque seront fixées les futures priorités de l'Organisation.

/...

5. M. GODLEY (Etats-Unis d'Amérique) dit que sa délégation a décelé l'existence de plusieurs cas de double emploi dans les activités de la CEPALC et considère que son budget pourrait être réduit d'environ 25 %. Plusieurs programmes - alimentation et agriculture, développement économique, commerce international et financement du développement, ressources naturelles et énergie, environnement et établissements humains et développement social - semblent faire double emploi avec les travaux d'autres organismes des Nations Unies et avec la CEPALC elle-même; ils pourraient donc être réduits. Par ailleurs, les programmes Planification économique et sociale et Développement industriel, scientifique et technique devraient être éliminés. L'on pourrait aussi réduire ou éliminer pour les mêmes raisons nombre des projets prévus dans les sous-programmes d'activités sous-régionales au Mexique, en Amérique centrale et dans les Caraïbes.
6. M. AMARI (Tunisie) dit que sa délégation est en faveur de la création d'un nouveau poste de la classe P-4 pour les activités de suivi de la Conférence mondiale sur le développement durable des petits Etats insulaires en développement car elle attribue une grande importance aux travaux de cette conférence.
7. Mme BUERGO (Cuba) dit que sa délégation attache une grande importance aux travaux de la CEPALC et en particulier à son programme de publications. Elle constate avec préoccupation la diminution des ressources affectées aux programmes Environnement, Etablissements humains, Population et Développement social et se demande si les ressources suffiront pour accomplir les tâches de grande ampleur qui ont été prescrites. Elle appuie la création du nouveau poste de la classe P-4 pour les activités de suivi de la Conférence mondiale sur le développement durable des petits Etats insulaires en développement et regrette que l'on n'ait pas inscrit au projet de budget le poste relatif aux activités de contrôle des drogues.
8. M. JU Kuilin (Chine), se référant à ce qu'ont dit certaines délégations qui s'élèvent contre les doubles emplois et chevauchements d'activités qui selon elles, existeraient dans les diverses commissions régionales, dit que les pays de chaque région sont les plus à même de juger quelles sont les activités que doivent mener leurs commissions régionales respectives; pour cette raison, il faudrait que les arguments présentés soient plus convaincants pour justifier des réductions budgétaires à ce titre.
9. M. RAMLAL (Trinité-et-Tobago) et M. ODAGA-JALOMAYO (Ouganda) souscrivent à l'observation formulée par le représentant de la Chine.
10. M. FATTAH (Egypte) appuie sans réserve les déclarations des orateurs précédents et réaffirme son appui à la CEPALC. De même, il souligne la nécessité d'octroyer à celle-ci des ressources supplémentaires. La délégation égyptienne se félicite de la décentralisation des travaux des commissions régionales qui leur permettra de mener à bien leurs politiques et programmes à l'aide des ressources qui leur sont attribuées. Regrettablement, on a constaté une diminution considérable des ressources, en particulier des fonds extra-budgétaires, ce qui signifie qu'elles ne pourront obtenir les résultats prévus.
11. M. MARCONDES DE CARVALHO (Brésil) dit que nul n'ignore le grand prestige dont jouit la CEPALC dans la région. On semble oublier que depuis sa création,

/...

il y a 47 ans, la CEPALC a progressivement assumé un rôle primordial dans la lutte pour la croissance économique et un développement authentique et depuis lors, elle a mené à bien toute une série de projets et de programmes extrêmement efficaces afin d'aider la région à surmonter certains problèmes structurels profondément enracinés dans le continent. Elle a en outre contribué dans une large mesure à la formation d'une école de pensée progressiste et de caractère social et économique dans la région.

12. Il est certain que des progrès importants ont été faits mais il reste encore beaucoup à faire. Malgré la récente expansion des activités économiques en Amérique latine et dans les Caraïbes et la stabilité relative des prix, des problèmes graves restent à résoudre, nombre d'entre eux de caractère social. Une grande partie de la population continue à attendre les effets concrets du relèvement et de la croissance économiques. Tous les pays de la région ont entière confiance dans l'activité louable de la CEPALC et sont accoutumés à compter sur une collaboration importante de la Commission pour mener à bien leurs activités de développement. Certaines délégations, semble-t-il, ne font aucun cas de cet état de choses.

13. La délégation brésilienne s'associe pleinement à la déclaration faite par la Bolivie au nom du Groupe des Etats de l'Amérique latine et des Caraïbes et ne peut consentir à ce que soit réduit le budget sans tenir compte des conséquences qui en découleraient sur les activités prescrites et les programmes. Il existe une tendance mondiale à la décentralisation des activités et c'est précisément au niveau local que les commissions régionales jouent un rôle très important. La tentative de réduire les ressources de la CEPALC semble découler d'une initiative politique extrêmement sélective, que la délégation brésilienne est dans l'impossibilité d'accepter. Il reste beaucoup à faire dans la région, c'est pourquoi il est nécessaire de reconnaître l'activité de la CEPALC et de continuer à l'appuyer sans réserve, faute de quoi la région de l'Amérique latine et des Caraïbes risque de se voir privée de l'aide importante que cet organisme lui a jusqu'à présent fournie.

14. M. DIPP (République dominicaine) approuve les déclarations faites par les représentants de la Bolivie, de Cuba et d'autres pays sur la nécessité de renforcer la CEPALC, qui a accompli un travail très efficace, en particulier dans les Caraïbes par l'intermédiaire de son bureau de la Trinité-et-Tobago. De même, il appuie la recommandation du Comité consultatif concernant le maintien du poste de la classe P-4 pour la CEPALC. Le programme de publications de cette commission et les visites dans divers pays jouent un rôle extrêmement important pour assurer la coordination et recueillir des informations, ce qui revêt une grande utilité pour d'autres pays. C'est pourquoi M. Dipp appuie toutes les recommandations dans lesquelles il est demandé non pas de diminuer le budget de la CEPALC mais d'octroyer à celle-ci des ressources suffisantes pour qu'elle puisse poursuivre sa campagne utile d'aide et de diffusion d'informations dans les différents pays.

15. M. TAKASU (Contrôleur), se référant à l'opinion exprimée par certaines délégations, à savoir que la CEPALC consacre trop de ressources à des activités qui ne sont pas nécessaires - collecte de données, organisation de réunions et organisation de séances d'information - dit que c'est précisément aux fins de ces activités que la Commission a été créée par le Conseil économique et social et les Etats Membres. Le rôle des commissions régionales est de servir de

/...

centre d'échanges d'idées pour favoriser le développement des pays membres. Dans les mandats originaux, tous les Etats Membres ont confié à la CEPALC et aux autres commissions régionales la mission de mener à bien ou de parrainer des recherches et études visant à résoudre les problèmes économiques et techniques et à contribuer au développement des pays des régions respectives; de même, elles ont été chargées de mener à bien ou de parrainer des activités de collecte, d'évaluation et de diffusion d'informations statistiques de caractère économique et technique. C'est là précisément la mission dont la CEPALC a été chargée.

16. Pour l'élaboration du projet de budget qui a été soumis, le Secrétaire général s'est fondé sur le plan à moyen terme pour la période 1992-1997 précédemment adopté par l'Assemblée générale et tous les Etats Membres. Par ailleurs, la CEPALC a révisé son programme de travail, avec la participation de toutes les délégations, y compris celles qui indiquent maintenant que la CEPALC exécute des tâches qui ne sont pas nécessaires. La structure du programme et les ressources nécessaires pour la CEPALC ont été présentées cette année par l'intermédiaire du Comité du programme et de la coordination (CPC), lequel a révisé ce chapitre, y compris les éléments qui pourraient donner à penser qu'il y aurait double emploi ou chevauchement d'activités ou des travaux qui ne seraient pas nécessaires. A la suite d'une analyse programmatique réalisée par le Conseil économique et social et le CPC, celui-ci a recommandé à l'Assemblée générale d'approuver le texte explicatif des programmes du chapitre 18, où figurent les 14 sous-programmes. Le Secrétaire général s'est inspiré de ces décisions et il n'existe par conséquent aucune raison de supprimer des activités à moins que l'Assemblée générale n'adopte une décision claire à cet égard et indique qu'il existe des éléments du programme de travail qui ne sont pas nécessaires. Le Secrétaire général ne pense pas que cela soit le cas.

17. S'agissant de l'observation selon laquelle il est possible de réduire considérablement les ressources sans compromettre le programme de travail de la CEPALC, le Contrôleur dit que le Secrétaire général a proposé ce budget sur la base des ressources minimum qui sont nécessaires pour mener à bien toutes les activités prescrites, et tous les membres de la Commission régionale ont accepté cette proposition. A moins que l'Assemblée générale ne détermine que certains éléments des programmes ne sont pas nécessaires, il n'est pas possible de réduire sensiblement les ressources sans compromettre l'exécution du programme de travail.

18. Pour ce qui est des sous-programmes concernant l'alimentation et l'agriculture, la planification économique et sociale, le développement industriel, scientifique et technique, le commerce international et le financement du développement, les ressources naturelles et l'énergie et le développement social, il est faux de dire que certains d'entre eux font double emploi avec les tâches confiées à d'autres entités et que la CEPALC ne devrait pas se charger de ces activités. Toutes les activités inscrites dans les sous-programmes ont été révisées et approuvées par la Commission. Il est certain que la CEPALC n'est pas la seule entité qui en est chargée et, à cet égard, il est nécessaire qu'elle travaille en collaboration et en consultations étroites avec les autres organismes et programmes pertinents des Nations Unies; au paragraphe 18.4 du projet de budget, il est indiqué que la CEPALC poursuivra ses activités de liaison et de coopération avec la FAO, Habitat, l'ONUDI, le PNUE, la CNUCED et l'OIT, entre autres organes et départements.

/...

19. Le Centre du commerce international et le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) se consacrent à des activités liées au commerce et au développement social de la femme, respectivement, et le rôle qu'ils doivent jouer est très concret. Il s'agit essentiellement d'organismes d'exécution; par exemple, UNIFEM a pour mission de fournir des ressources pour des projets ayant trait à la femme. Il n'existe donc aucun fondement aux affirmations selon lesquelles la CEPALC exerce les mêmes fonctions qu'UNIFEM : leurs rôles sont en fait complémentaires.

20. Depuis la création de l'Organisation des Nations Unies, les commissions régionales ont été des éléments d'une importance essentielle pour l'Organisation, qui s'est toujours efforcée de les doter des moyens nécessaires pour l'exécution des programmes car elles sont les mieux placées pour fournir aux Etats Membres des services dans le domaine du développement économique et social.

21. S'agissant du programme relatif à la drogue, on considère qu'il a un caractère mondial et que la responsabilité en incombe au Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID). Les commissions régionales reçoivent un appui de ce programme mais on ne pense pas qu'elles doivent se charger de telles activités.

22. M. Amari (Tunisie) prend la présidence.

23. Le PRESIDENT conclut que la Commission a achevé l'examen en première lecture du chapitre 18 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997 et décide d'en poursuivre l'examen lors de consultations officielles aux fins de l'adoption des mesures voulues.

#### Chapitre 19. Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale

24. M. FATTAH (Egypte) rappelle que la CESAO est l'une des commissions qui a le plus souffert de l'instabilité puisque son siège a été déplacé successivement de Beyrouth à Bagdad et de Bagdad à Amman et qu'elle abandonnera probablement cette ville également, ce qui a perturbé les activités des fonctionnaires. Malgré toutes les difficultés, la Commission a mené à bien de nombreuses activités, ce dont la délégation égyptienne se félicite, de même que de la nomination du nouveau Secrétaire de la Commission.

25. La CESAO a besoin d'une aide, en particulier dans le domaine de la protection de l'environnement car, comme on l'a vu depuis la guerre du Golfe, il y a eu une forte contamination de l'environnement dans la région.

26. M. Fattah exprime par ailleurs sa préoccupation devant la tendance à une réduction des ressources de la CESAO à l'avenir.

27. M. ASHABI (Yémen) appuie les observations du représentant de l'Egypte et partage sa préoccupation quant à la situation financière de la Commission, vu les nombreux transferts auxquels elle a été contrainte, situation qui compromet l'assistance qu'elle fournit aux autres pays. La Commission ne dispose pas de ressources pour financer son transfert au nouveau siège, qui pourrait de nouveau être à Beyrouth.

/...

28. Le Yémen dépend de la CESAO et place de grands espoirs en elle car elle l'a beaucoup aidé dans le passé. Des projets sectoriels sont encore en cours d'exécution dans le cadre des plans de développement du Yémen et d'autres pays de la région. C'est pourquoi il serait nécessaire de continuer à lui offrir un appui et des ressources pour qu'elle puisse s'acquitter de sa tâche.

29. Les commissions régionales constituent l'une des principales sources de financement des activités de développement, et l'un des aspects les plus importants du rôle de la CESAO à l'avenir concerne le développement ainsi que l'appui aux structures des pays en développement en général et des pays les moins avancés en particulier.

30. M. GODLEY (Etats-Unis d'Amérique) dit que, comme pour les autres commissions régionales, il a déterminé que dans plusieurs domaines du programme de travail de la CESAO il existe des doubles emplois ou des chevauchements d'activités. C'est pourquoi, dans ce cas également, sa délégation propose une réduction des ressources d'environ 25 % qui, à son avis, n'aura pas d'incidences négatives sur les travaux de la Commission. Elle estime en outre qu'il faudrait réduire ou éliminer certains programmes.

31. En premier lieu, bien que les ressources hydrauliques soient importantes dans la région, il est difficile de croire que l'on ne puisse réduire les ressources affectées à la région dans le cadre du sous-programme 1. De l'avis de la délégation des Etats-Unis, le secteur privé pourrait se charger de façon plus adéquate des travaux dans le réseau régional de production d'énergie.

32. En second lieu, la délégation des Etats-Unis doute que les activités du sous-programme 2 liées principalement aux analyses sur les questions de développement humain, notamment concernant le logement, les femmes et l'atténuation de la pauvreté, apportent une contribution quelconque aux travaux dont sont déjà chargés d'autres organes du Conseil économique et social. Elle propose par conséquent d'éliminer ce sous-programme.

33. S'agissant des activités du sous-programme 3, dans le cadre duquel des ressources importantes sont affectées à l'évaluation de divers projets régionaux et à la détermination d'indicateurs statistiques, il serait possible de les réduire considérablement.

34. De même, il faudrait supprimer le sous-programme 4 car ses travaux relatifs à l'évaluation et la formulation de recommandations sur les politiques de caractère macro-économique font double emploi avec ceux de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et d'autres institutions.

35. Enfin, l'orateur indique que sa délégation est préoccupée par le niveau des ressources prévues au titre de l'appui aux programmes de la CESAO. Le projet de budget pour l'exercice 1996-1997 s'élève à 18,5 millions de dollars et prévoit 163 postes, ce qui représente près de la moitié des ressources totales de la Commission. Il convient de comparer ces chiffres avec ceux de la Commission économique pour l'Europe (CEE) qui, bien que ses membres soient beaucoup plus nombreux, n'affecte que 8,8 % de son budget aux activités d'appui aux programmes. La CESAO emploie trop de personnel au titre de ces activités et il est très probable que les ressources ne sont pas utilisées de façon efficace.

/...

36. M. DJACTA (Algérie) dit que cette commission et ce chapitre du budget sont particulièrement importants pour l'Algérie, c'est pourquoi celle-ci approuve sans réserve les ressources et les moyens prévus pour lui permettre de mener à bien les programmes et activités prescrits et elle fait appel à la Commission pour qu'elle garde à l'esprit les besoins de la région. Il est persuadé que l'on parviendra à résoudre la question des ressources lors de consultations officielles.

37. M. TAKASU (Contrôleur) dit que le budget de la CESAO est établi sur la base du programme de travail approuvé dans le plan à moyen terme. Sous la direction de son nouveau Secrétaire exécutif, la Commission s'est efforcée de réorienter les principaux domaines prioritaires du programme de travail et d'adopter une approche thématique pour éviter l'éparpillement excessif des programmes. Dans ce budget, les activités ont donc été concentrées dans cinq sous-programmes qui ont été examinés de près par tous les Etats membres de la Commission, qui les ont énergiquement appuyés.

38. Pour ce qui est du sous-programme 2, Amélioration de la qualité de la vie, il s'agit d'une activité prioritaire pour la CESAO et bien qu'il puisse sembler y avoir un chevauchement des tâches pour certains éléments ou activités, cela ne signifie pas que ce programme ne soit pas nécessaire. En outre, il bénéficie de l'appui des membres de la Commission.

39. Il en est de même pour le sous-programme 4, Développement régional et changements mondiaux, qu'il a été proposé de supprimer et qui a reçu l'appui unanime des membres de la CESAO. Le Secrétariat considère que le développement régional et la nécessité pour les Etats membres de la CESAO de s'adapter aux changements mondiaux revêtent une très grande importance.

40. On a aussi dit que, par rapport à la CEE, la CESAO n'utilise pas efficacement ses ressources car elle a présenté un budget de 18,5 millions de dollars pour les activités d'appui aux programmes, alors que la CEE, dont le siège est à Genève, ne consacre que 8,8 % de son budget à ces activités. Cette conclusion totalement erronée résulte d'une analyse simpliste et risque d'être préjudiciable au processus d'élaboration du budget.

41. Du fait que la CEE a son siège à Genève, toutes ses dépenses d'appui aux programmes sont à la charge de l'Office des Nations Unies de cette ville. La CESAO par contre ne dispose d'aucune aide de quelque ordre que ce soit et doit se charger à elle seule de tout ce qui a trait aux services généraux, aux achats, à la gestion des bâtiments, à la sécurité, aux services de conférence, aux finances, aux systèmes informatiques, entre autres. L'aide que reçoit la CEE de l'Office des Nations Unies à Genève représente plus de 14 millions de dollars, somme qui est inscrite au budget de l'Office. En conséquence, la CEE dépense plus de 15 millions de dollars au titre de l'appui aux programmes et il est donc erroné d'affirmer que le budget de la CESAO à ce titre soit supérieur.

42. Le PRESIDENT conclut que la Commission a achevé l'examen en première lecture du chapitre 19 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997 et décide d'en poursuivre l'examen lors de consultations officielles aux fins de l'adoption des mesures voulues.



## Chapitre 20. Programme ordinaire de coopération technique

43. M. MSELLE (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires), qui présente les recommandations du Comité consultatif concernant le chapitre 20 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997, Programme ordinaire de coopération technique, dit que non seulement l'Organisation des Nations Unies mais aussi toutes les institutions spécialisées du système consacrent une partie de leur budget aux activités de coopération technique.

44. Le montant des ressources demandées au chapitre 20 a été fixé par l'Assemblée générale il y a déjà plusieurs années et depuis lors il a été ajusté uniquement pour tenir compte de l'inflation. Les rapports sur les projets de coopération technique sont présentés au Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et les vérifications des comptes, externes et internes, sont effectuées conjointement avec les vérificateurs des comptes des opérations des Nations Unies pour les diverses entités chargées de l'application et de l'exécution.

45. Le Comité consultatif recommande que soient renforcés le suivi, l'évaluation et le contrôle de l'utilisation des ressources affectées au chapitre 20 dans chacune des entités mentionnées et transmet les estimations correspondant au chapitre 20 à l'Assemblée générale pour qu'elle prenne les mesures appropriées.

46. M. ALOM (Bangladesh) dit que sa délégation a de sérieuses réserves quant aux affectations budgétaires prévues pour ce programme. La coopération technique en soi entraîne des chevauchements et des doubles emplois considérables. Il faut se demander dans quelle mesure la coordination centrale du système des Nations Unies est appropriée puisqu'il existe le PNUD, et que celui-ci offre un appui catalytique à tous les États Membres. Divers organismes spécialisés exécutent eux aussi des programmes indépendants de coopération technique. Des crédits atteignant 40 millions de dollars ont été prévus pour les services consultatifs sectoriels, régionaux et sous-régionaux, mais il n'existe pas d'antécédents justifiant ce programme. Tant que l'on ne pourra déterminer quels sont les programmes qui bénéficieront de services de coopération technique ou de services consultatifs, on ne peut approuver à l'avance des crédits d'une valeur de 40 millions de dollars.

47. Par ailleurs, les services consultatifs de courte durée ne sont pas toujours utiles aux pays qui en bénéficient. D'une manière générale, ils sont fournis à l'initiative de certains groupes ayant des intérêts particuliers et il est bien rare qu'il existe un lien avec le programme de base du pays. Tant que l'on ne pourra établir un lien entre les services consultatifs de courte durée et les programmes nationaux ou régionaux, il n'est pas possible d'approuver l'affectation de ressources. La délégation du Bangladesh serait reconnaissante au Secrétariat de présenter ne serait-ce qu'une ébauche des programmes qui bénéficieraient de la coopération technique ou des services consultatifs en question.

48. M. MONGELLA (République-Unie de Tanzanie) attache un intérêt particulier au chapitre 20 du projet de budget-programme et il est convaincu de l'utilité des activités entreprises, qui contribuent au développement des pays. Comme il est

/...

indiqué dans le rapport du Comité consultatif, le Secrétariat doit communiquer les informations nécessaires pour rationaliser le programme et en accroître l'efficacité. Si on examine les trois principaux types de coopération technique, il pourrait sembler que les effets des services consultatifs de courte durée soient éphémères, mais la délégation tanzanienne considère qu'au contraire ces services peuvent avoir des effets durables. Quant aux projets sur le terrain et aux activités de formation, la majorité des pays en développement ont besoin d'un appui substantiel dans ce domaine. Dans ces conditions, la délégation tanzanienne appuie le programme et prend en considération les conclusions du CPC à ce sujet.

49. M. GODLEY (Etats-Unis d'Amérique) est conscient de la contribution qu'apporte le système des Nations Unies en matière d'assistance technique et encourage la poursuite de ces activités. Cependant, il a quelques objections concernant le programme ordinaire de coopération technique de l'Organisation des Nations Unies. Les ressources prévues à ce chapitre du budget représentent essentiellement des fonds non programmés qui sont destinés à diverses activités de l'Organisation dans le but de mener à bien des activités de coopération technique non spécifiées. Comme le programme ordinaire de coopération technique est financé en répartissant les dépenses, entre les membres, ces dépenses qui sont inscrites au budget-programme de l'Organisation, devraient être clairement définies et justifiées et les fonds ne devraient pas être utilisés pour financer des activités non spécifiées au budget ordinaire. La délégation des Etats-Unis souscrit aux recommandations du Comité consultatif concernant le suivi, l'évaluation et le contrôle de l'utilisation de ces ressources.

50. De plus, le Programme ordinaire de coopération technique devrait être progressivement éliminé du budget ordinaire et être financé exclusivement à l'aide de contributions volontaires. Dans un premier temps, M. Godley propose que l'on spécifie la base des ressources et que soit réduit le niveau des ressources affectées au programme.

51. M. MIRMOHAMMAD (République islamique d'Iran) demande des éclaircissements sur deux points. En premier lieu, malgré la grande importance que revêt le développement économique pour les pays en développement, les ressources affectées au programme relatif aux droits de l'homme dans le projet de budget-programme dépassent de beaucoup celles affectées aux autres activités. En second lieu, il est indiqué au paragraphe 20.22 que les activités au titre du programme de coopération technique correspondent aux objectifs du sous-programme 3 du programme 35 (Promotion et protection des droits de l'homme) du plan à moyen terme, tel que révisé. Toutefois, comme on le sait, la révision du programme 35 n'a pas été faite conformément aux mandats pertinents et, pour cette raison, n'a été approuvée ni par le Comité du programme et de la coordination ni par l'Assemblée générale.

52. M. TAKASU (Contrôleur) dit que le programme de coopération technique figure au budget-programme de l'Organisation des Nations Unies depuis la création de cette dernière. Dès sa première session, l'Assemblée générale est convenue que ces activités devaient être financées au budget ordinaire, comme il est indiqué dans la résolution 58 de cette session. A la troisième session, l'Assemblée générale a décidé d'élargir ce programme et d'y affecter des ressources qui permettraient au Secrétaire général d'exécuter des programmes dans le domaine du développement économique. Pour l'Assemblée, promouvoir des conditions

facilitant le progrès et le développement économique et social était l'un des principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies et l'absence de personnel spécialisé et d'organisations techniques était l'un des facteurs qui faisaient obstacle au développement économique des Etats Membres. Ayant à l'esprit les Chapitre IX et X de la Charte, l'Assemblée a décidé d'ouvrir les fonds nécessaires pour que le Secrétaire général puisse envoyer des experts chargés d'organiser des programmes de formation. Depuis lors, le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies comprend systématiquement un chapitre consacré à ces activités.

53. Comme l'a indiqué le Président du Comité consultatif, tous les organismes spécialisés font de même : ils prévoient à leur budget ordinaire des crédits destinés aux activités de coopération technique, dont les dépenses sont réparties entre les Etats membres conformément au barème des quotes-parts. La coopération technique ne doit pas être exclusivement tributaire des contributions volontaires des pays donateurs. Tous les Etats Membres doivent verser des contributions à ce programme conformément à un barème des quotes-parts. Initialement, le programme de coopération technique était examiné séparément par le Conseil économique et social. Plus tard, l'Assemblée générale a estimé qu'il était préférable de déléguer les pouvoirs à cet égard au Secrétaire général et en 1969 a été adoptée une nouvelle procédure budgétaire et administrative pour l'exécution de ce programme, le Secrétaire général étant habilité à autoriser les différents projets. Le Secrétaire général a délégué à son tour ses pouvoirs aux chefs des organismes chargés de l'exécution.

54. Comme il est indiqué au tableau 20.2 du chapitre 20, les crédits se répartissent entre 12 domaines d'activité. Dans le cas du programme relatif aux droits de l'homme, les crédits pour l'exercice biennal 1994-1995 ont été augmentés en prévision de la Conférence de Vienne mais pour le prochain exercice biennal on maintiendra les crédits déjà approuvés. Le tableau 20.3 indique les crédits correspondant aux différentes activités et le nombre d'experts nécessaires. Pour ce qui est du paragraphe 20.22, la première révision du plan à moyen terme a été approuvée par l'Assemblée générale en 1992 et la version présentée en 1994, qui n'a pas encore été approuvée, n'a pas été utilisée pour l'élaboration du projet de budget-programme.

55. L'exécution des projets n'est pas une initiative du Secrétariat, mais correspond aux demandes et aux besoins des Etats Membres. Le Secrétariat ne prépare pas les projets au hasard, mais les besoins des Etats Membres peuvent changer au cours de l'exécution, c'est pourquoi on juge plus approprié de ne pas arrêter une liste de projets au début de l'exercice biennal afin de disposer de la souplesse nécessaire pour que le Secrétariat puisse mieux faire face à l'évolution des besoins des Etats Membres.

56. M. HANSON (Canada) dit que son pays est entièrement en faveur de la coopération technique à l'appui du développement mais, comme cela a déjà été dit, le programme fonctionne essentiellement de la même manière depuis 1969 et le moment est venu de procéder à une révision fondamentale.

57. Les ressources affectées à ce chapitre n'existent que dans le but d'être virées à d'autres chapitres. Cette procédure prête à malentendu, elle est inutilement complexe et elle ne satisfait pas aux critères de transparence, de responsabilité et de contrôle par l'Assemblée générale qui doivent toujours être

respectés s'agissant des ressources inscrites au budget ordinaire. Dans le projet de budget-programme, on ne trouve guère de précisions au sujet des activités concrètes qui seront financées. La coopération technique se prête en revanche à des besoins particuliers exprimés par les gouvernements et, comme ceux-ci ne peuvent être prévus à l'avance, il n'est possible d'indiquer que les domaines d'activité et une ventilation approximative des affectations de crédits. Toutefois, ces indications générales ne suffisent pas lorsqu'il s'agit de ressources inscrites au budget ordinaire qui seront financées par les Etats Membres sur la base du barème des quotes-parts. Pour tous les autres chapitres du budget-programme, on s'attend à juste titre à savoir quelles activités seront réalisées et à l'aide de quelles ressources. Seulement pour ce chapitre demande-t-on aux Etats Membres de fournir près de 50 millions de dollars sur la base d'indications très générales quant à l'utilisation des fonds.

58. Il existe dans le budget ordinaire un chapitre pour chacun des organismes auxquels seraient destinés les fonds afférents au programme de coopération technique. Il serait beaucoup plus approprié et plus conforme aux normes minimales de transparence et d'obligation redditionnelle de préciser dans le chapitre du budget correspondant à chacun de ces organismes quelles sont les activités de coopération technique proposées qui seraient financées à l'aide de crédits inscrits au budget ordinaire, dans les cas où ce type de financement serait le plus approprié. L'Assemblée générale serait alors mieux à même d'exercer le contrôle nécessaire.

59. Le PRESIDENT conclut que la Commission a achevé l'examen en première lecture du chapitre 20 du projet de budget-programme et décide d'en poursuivre l'examen lors de consultations officieuses aux fins de l'adoption des mesures voulues.

La séance est levée à 16 h 45.